

(Traduction)

M. l'Orateur suppléant (M. Batten): A l'ordre! L'honorable député de Bow-River pose la question de privilège.

M. Woolliams: Je tiens à répéter ce que j'ai dit il y a quelques minutes—et j'estime avoir le droit de formuler cette opinion—que ce n'était pas l'union de deux nations, mais celle de quatre provinces dans le dessein ultime d'en arriver à dix. Mais j'ai bien dit que c'était une union de deux grandes cultures, l'union des Français et des Anglais. Le compte rendu rétablira les faits, mais quand on entend des gens parler comme cela, on sait qui sème la discorde au pays.

(Texte)

M. Rondeau: Monsieur le président, je crois que le genre de discours que nous a servi son chef durant le débat sur la question du drapeau, il y a quelques jours, est le genre de discours le plus parfait du personnage qui veut apporter la désunion dans le Canada.

L'honorable député a dit ou dit à peu près n'importe quoi. Cet après-midi, on avait l'impression qu'il se prenait, à un certain moment, pour un autre. Il nous a dit, et c'est ce que nous refusons d'accepter, que la province de Québec peut avoir été une des provinces qui avaient servi de base à la formation de la Confédération, et qu'en cette qualité, elle devait être traitée comme les autres, qu'elle n'était qu'une province à l'époque de l'union des quatre provinces.

La province de Québec n'a jamais accepté et n'acceptera jamais, non plus d'être traitée comme une des dix parties du Canada ou du Dominion, faisant partie de la Confédération. Nous avons aidé à la formation de la Confédération. Tous savent qu'à l'époque, de l'union du Haut et du Bas-Canada, les Canadiens français étaient en majorité. Aujourd'hui, la situation a changé. Mais, nous n'avons pas l'intention, pour autant, de perdre nos droits et d'être engloutis par le jeu de la majorité, comme l'a laissé entendre l'honorable député de Bow-River.

Il a accusé le parti libéral de favoriser la centralisation; par ailleurs, le parti conservateur, à l'époque où il était au pouvoir, ne nous a pas prouvé qu'il était contre, car il a continué exactement dans les mêmes traces durant les cinq ans qu'il a détenu le pouvoir, et il en était de même avant que le parti libéral perde le pouvoir, en 1956 ou 1957.

Il est regrettable que de tels discours soient prononcés à la Chambre. On constate que le parti conservateur n'a pas encore compris la mentalité de la province de Québec, ni ne tient aux Canadiens français. Ces derniers

[M. Rondeau.]

ont appris à connaître les conservateurs dans le passé et ils ont surtout appris à connaître leur chef actuel.

Ce ne sont pas des discours comme celui que vient de prononcer l'honorable député de Bow-River qui cimenteront l'unité canadienne au pays. Ce n'est certainement pas par des discours de la sorte que l'on parviendra à aider à mieux se comprendre les deux races du pays qui ont servi de base à notre Confédération canadienne.

Nous avons déjà patienté trop longtemps. Nous avons déjà fait trop de concession pour qu'en 1964, soit exactement trois ans avant les fêtes de la Confédération, on se laisse insulter ou dire que nous ne sommes qu'une des dix provinces au Canada...

(Traduction)

Une voix: Un sur dix...

(Texte)

...c'est tout.

M. Rondeau: C'est justement ce qu'on voulait faire. Il est bon que ces remarques soient inscrites aux *Débats*, car ceci prouve une fois pour toutes que le parti conservateur n'a jamais été le parti de l'unité nationale, et, avec des interventions comme celles qu'ils font actuellement à la Chambre, je ne vois pas comment on pourra satisfaire les deux races, canadienne-anglaise et canadienne-française, et permettre une meilleure entente au Canada.

Monsieur le président, ce que nous voulons, l'honorable député de Villeneuve l'a dit hier: nous ne voulons rien enlever aux autres. Nous voulons conserver nos droits. Nous avons jadis été reconnus comme une nation et, aujourd'hui, on voudrait nous donner le statut d'une province, alors que la nation canadienne-française compte pour environ le tiers de la population de tout le Canada.

Dans le jeu des dix provinces, on vient nous dire en pleine face, à la Chambre, que nous ne sommes qu'une province au sein de la Confédération, que nous ne comptons que 250,000 habitants, alors que la population de la province de Québec est d'environ 6 millions. On voudrait nous traiter sur le même pied que n'importe quelle province, et ensuite on est surpris et scandalisé de voir qu'il y ait des séparatistes au Québec.

Eh bien, monsieur l'Orateur, je dis que s'il y a actuellement des séparatistes au Canada, les plus grands d'entre eux sont actuellement au sein du parti conservateur, et surtout l'honorable député de Bow-River, qui vient de reprendre son siège.

Il est pitoyable qu'en 1964, alors que les libéraux, dont le premier ministre (M. Pearson) et autres font leur possible pour encourager l'entente et la compréhension, on